

CASDEN BANQUE POPULAIRE

Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires ainsi que par la loi du 10/09/1947 portant statut de la coopération

Émissions prévues de 3 000 000 parts sociales d'une valeur nominale de 8,50 euros de la CASDEN Banque Populaire pour un montant maximum d'émission de 25 500 000 euros

Siège social : 91, cours des Roches – 77186 NOISIEL
RCS MEAUX 784 275 778

PROSPECTUS ÉTABLI POUR L'OFFRE AU PUBLIC DE PARTS SOCIALES DES BANQUES MUTUALISTES OU COOPÉRATIVES

(En application de l'article 212-38-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Ce prospectus (le « **Prospectus** ») se compose :

- du résumé du prospectus,
- du présent document,
- des documents incorporés par référence,

Ce Prospectus incorpore par référence :

- le document de référence de BPCE déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« l'AMF ») le 15 mars 2016 sous le numéro D. 16-0134 ainsi que son actualisation déposée le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0134-A01 ;
- le rapport annuel de la CASDEN Banque Populaire sur l'exercice 2014 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 juin 2015 et mis en ligne sur le site internet de la banque ;
- le rapport annuel de la CASDEN Banque Populaire sur l'exercice 2015 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2016 et mis en ligne sur le site internet de la banque ;

La CASDEN Banque Populaire recommande à l'investisseur de consulter attentivement le chapitre 5.5 du Prospectus relatif aux facteurs de risque.

Visa de l'Autorité des marchés financiers



En application des articles L 412-1 et L 621-8 du Code monétaire et Financier et de son règlement général, *notamment de ses articles 211-1 à 216-1*, l'Autorité des marchés financiers a apposé le **visa n° 16-218 en date du 1^{er} juin 2016** sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par la CASDEN Banque Populaire et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L 621-8-1 du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus et des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais au siège social de la CASDEN Banque Populaire situé 91, cours des Roches – 77186 NOISIEL et sur le site Internet de la Banque CASDEN Populaire (www.casden.fr). Le présent prospectus est également disponible sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org)

SOMMAIRE

I - Résumé.....	3
II -Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus	11
2.1. <i>Personne responsable des informations contenues dans le prospectus</i>	<i>11</i>
2.2. <i>Attestation du responsable.....</i>	<i>11</i>
III Contrôleurs légaux des comptes de la «Dénomination».....	12
IV Caractéristiques de l'émission de parts sociales	12
4.1. <i>Autorisation</i>	<i>12</i>
4.2. <i>Cadre Juridique</i>	<i>12</i>
4.3. <i>Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre.....</i>	<i>12</i>
4.4. <i>But de l'émission.....</i>	<i>12</i>
4.5. <i>Prix et montant de la souscription.....</i>	<i>13</i>
4.6. <i>Montant indicatif prévisionnel du produit de l'émission.....</i>	<i>13</i>
4.7. <i>Période de souscription</i>	<i>13</i>
4.8. <i>Droit préférentiel de souscription.....</i>	<i>13</i>
4.9. <i>Établissement domiciliaire</i>	<i>13</i>
4.10. <i>Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles</i>	<i>13</i>
4.11. <i>Garantie de bonne fin</i>	<i>13</i>
V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises	14
5.1. <i>Forme.....</i>	<i>14</i>
5.2. <i>Droits attachés politiques et financiers</i>	<i>14</i>
5.3. <i>Frais.....</i>	<i>14</i>
5.5. <i>Facteurs de risques.....</i>	<i>15</i>
5.6. <i>Régime fiscal des parts sociales.....</i>	<i>17</i>
5.7. <i>Éligibilité au PEA classique</i>	<i>18</i>
5.8. <i>Cessions de parts de gré à gré.....</i>	<i>19</i>
5.9. <i>Remboursement des parts sociales par la banque populaire.....</i>	<i>19</i>
5.10. <i>Tribunaux compétents en cas de litige.....</i>	<i>19</i>
VI - Renseignements généraux relatifs aux entités locales émettrices.....	19
6.1. <i>Forme juridique</i>	<i>19</i>
6.2. <i>Objet social.....</i>	<i>19</i>
6.3. <i>Exercice social.....</i>	<i>19</i>
6.4. <i>Durée de Vie</i>	<i>20</i>
6.5. <i>Caractéristiques du capital social</i>	<i>20</i>
6.8. <i>Entrée et Sortie du sociétariat</i>	<i>23</i>
6.9. <i>Droits et Responsabilité des sociétaires</i>	<i>24</i>
VII - Renseignements généraux relatifs à la banque populaire	24
7.1 <i>Rapports annuels 2015</i>	<i>24</i>
7.2 <i>Rapports annuels 2014</i>	<i>24</i>
7.3 <i>Principales informations financières (chiffres clés).....</i>	<i>24</i>
7.4. <i>Composition des organes d'administration et de direction au 31 mai 2016.....</i>	<i>26</i>
7.5 <i>Procédures de contrôle interne.....</i>	<i>27</i>
7.6 <i>Conflits d'intérêt</i>	<i>27</i>
7.7 <i>Facteurs de risques.....</i>	<i>27</i>
7.8. <i>Procédures judiciaires et d'arbitrage significatives en cours</i>	<i>27</i>
7.9 <i>Documents accessibles au public.....</i>	<i>27</i>
VIII - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA.....	28

I - Résumé

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans les parts sociales qui font l'objet du Prospectus doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du Règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus.

1.1 Informations générales concernant la CASDEN Banque Populaire

1.1.1 Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe

Le groupe à caractère coopératif, dénommé Groupe BPCE, résulte de la constitution du nouvel organe central unique, BPCE, commun aux réseaux caisse d'épargne et de prévoyance et banques populaires.

Le Groupe BPCE comprend un ensemble diversifié de filiales contribuant au fonctionnement des banques populaires et au développement de leurs activités.

BPCE, organe central

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constituée sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50% par les Banques Populaires et de 50% par les Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargée d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe. Elle détient et gère les participations dans les filiales. Elle détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des banques populaires et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Elle offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Banques Populaires

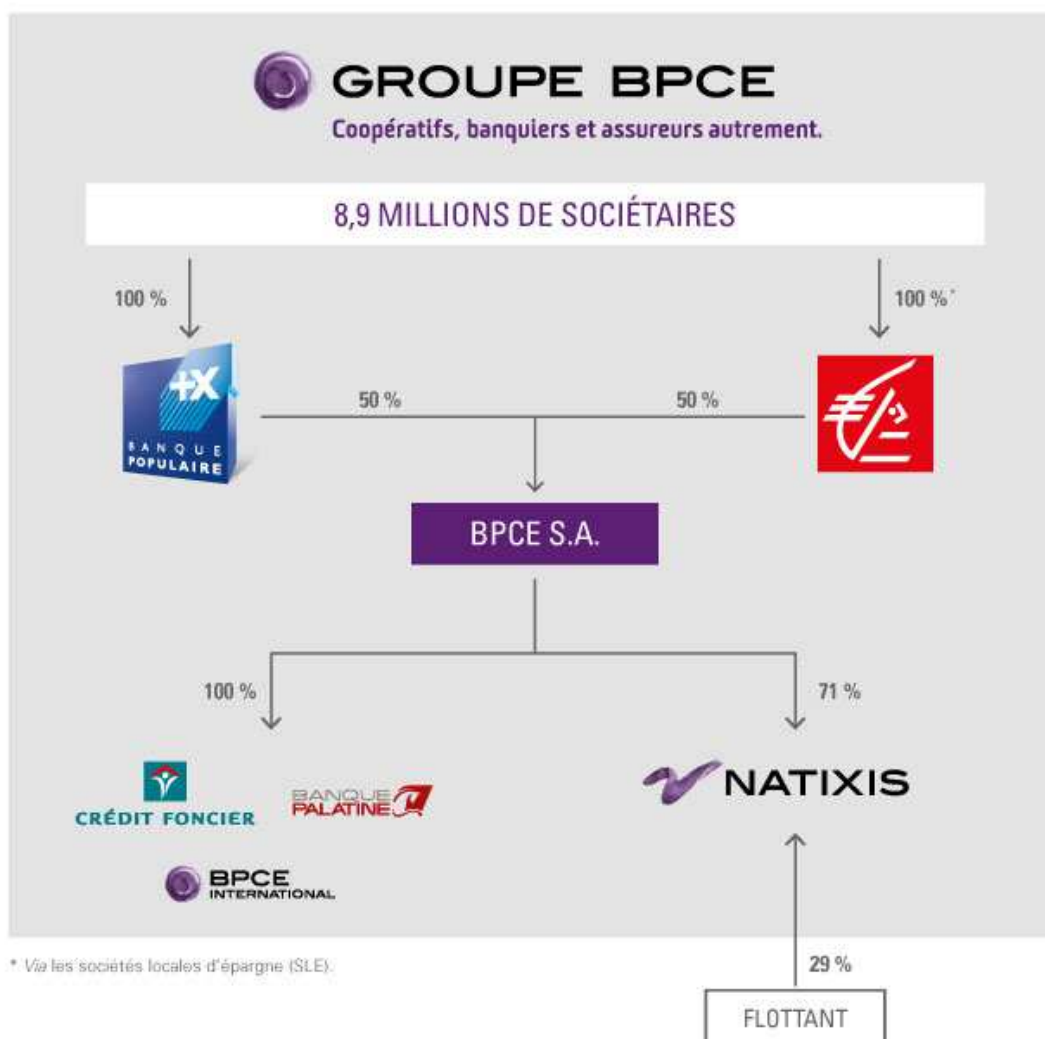
Le réseau des banques populaires comprend les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Les banques populaires sont agréées en qualité de banques coopératives de droit commun. Leur capital, qui est variable, est, exclusivement constitué de parts sociales.

Le montant maximum du capital social (ou « **Capital maximum autorisé** ») dans la limite duquel le capital effectif de la Société peut librement varier à la hausse, ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixés, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire. La notion de Capital maximum autorisé s'entend d'un montant « net » de capital atteint compte tenu des souscriptions et des remboursements agréés par le conseil d'administration.

Le capital effectif est la résultante (i) de l'entrée de nouveaux sociétaires agréés au nom de la banque populaire par le conseil d'administration ou de la souscription de nouvelles parts par les sociétaires avec l'agrément du conseil d'administration *moins* (ii) des remboursements de parts sociales agréés par le Conseil d'administration.

ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2015



1.1.2 Présentation de la CASDEN Banque Populaire

La CASDEN Banque Populaire (ou « l'Emetteur » ou « la banque populaire »), dont le siège social est situé 91, cours des Roches - 77186 NOISIEL, est une société anonyme coopérative à capital variable agréée en qualité de banque mutualiste ou coopérative.

Elle a pour objet toute opération de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuée avec ses sociétaires et avec les tiers. Elle peut également effectuer, pour le compte de tiers, toutes transactions immobilières et mobilières dans le cadre de ses activités d'intermédiaire ou d'entremise, de conseil en gestion de patrimoine et conseil en investissement.

Le capital de la banque est variable. Il est exclusivement composé de parts sociales d'une valeur nominale de 8,50 euros entièrement libérées.

À titre indicatif le capital effectif de la banque au cours des trois derniers exercices s'est élevé à :

31/12/2013 : 314 506 K€

31/12/2014 : 282 258 K€

31/12/2015 : 290 313 K€

La CASDEN Banque Populaire est dirigée par un conseil d'administration dont la présidence est assurée par Mr Pierre DESVERGNES dont le mandat arrive à expiration lors du premier conseil d'administration à tenir suite à de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2016 et par un Directeur Général en la personne de Mme Sylvie GARCELON dont le mandat vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2020 pour statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2019.

Le conseil d'administration CASDEN Banque Populaire est composé de la manière suivante depuis le 31 mai 2016 :

Prénom – Nom	Fonction Principale exercée dans la société	Échéance du mandat lors de l'AG	Statuant sur les comptes de l'exercice clos-le
Pierre DESVERGNES	Président du Conseil d'Administration	2021*	31 décembre 2020
Claude JECHOUX	Vice-Président du Conseil d'Administration	2019	31 décembre 2018
Jean Baptiste LE CORRE	Vice-Président du Conseil d'Administration	2019	31 décembre 2018
Serge BRUZI	Administrateur	2019	31 décembre 2018
Sylvie DRAZEK	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Carole GELLY	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Fabrice HENRY	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Françoise LHUISSIER	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Edgard MATHIAS	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Philippe MICLOT	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Thierry MONMINOUX	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Bernard PRIGENT	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Paul PRIGENT	Secrétaire du Conseil	2017	31 décembre 2016
Pascale RENAUDIN	Administrateur	2019	31 décembre 2018
Ariane TOLETTI	Administrateur	2019	31 décembre 2018

* Il s'agit de l'échéance du mandat d'administrateur, distincte de celle du mandat de Président du conseil d'administration mentionnée au paragraphe précédent.

Ses commissaires aux comptes titulaires sont :

- Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS, représenté par Agnès HUSSHERR dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016
- Cabinet DELOITTE & Associés, représenté par Sylvie BOURGUIGNON dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'effectif moyen du personnel s'établit en 2015 à 511 salariés.

1.2 Chiffres clés de la CASDEN Banque Populaire

(Normes IFRS - Issus du Rapport annuel 2015 de la banque populaire incorporé par référence dans le présent prospectus)

Chiffres clé (en milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2014	Variation en %
Total bilan	12 003 612	12 028 433	-0,21%
Capitaux propres	1 688 116	1 587 911	6,31%
Produit net bancaire	230 188	242 179	-4,95%
Résultat brut d'exploitation	131 084	146 878	-10,75%
Résultat net	93 534	96 380	-2,95%
Ratio de solvabilité(1)	40,47%	37,78%	7,12%

(1) Fonds propres prudentiels/ risques pondérés (Bâle III).

Fonds propres « Common Equity Tier One » ⁽²⁾			
Fin mars 2015	Fin juin 2015	Fin septembre 2015	Fin décembre 2015
1 017 493	1 054 309	1 073 287	1 110 978

(2) En tenant compte des dispositions transitoires liées à la simplification de la structure des fonds propres réglementaires par la CRD IV

La CASDEN Banque Populaire, comme tout établissement de crédit, dispose d'un système de contrôle interne lui permettant de maîtriser les risques liés à son activité : risques de crédit et de marché, risques de taux et de liquidité, risques d'intermédiation et opérationnels. En outre, il existe une filière risques au sein du groupe BPCE, dont fait partie la banque populaire.

1.3 Éléments clés de l'offre

1.3.1 Raisons de l'offre et utilisation du produit

L'offre au public de parts sociales émises par la banque populaire s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients et à renforcer ses fonds propres.

1.3.2 Modalités de l'opération

Le présent Prospectus permet l'offre au public de parts sociales de la CASDEN Banque Populaire (« l'**Offre au public** ») sur une période d'un an à compter de la date du présent Prospectus.

Les émissions prévues dans le cadre de ce Prospectus sont d'un montant brut maximum de 25 500 000€ représentant 3 000 000 parts sociales (le « **Plafond d'émission pour l'Offre au public** ») sur une période de souscription d'un an à compter de la date du présent Prospectus. Il s'agit d'une durée indicative.

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles ont une valeur nominale de 8,50€.

Il est rappelé que le capital au 31 décembre 2015 était de 290,3 millions d'euros, et que le montant maximum autorisé à ce jour est de 600 millions d'euros.

Plafond de détention

Le conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires :

- Le montant minimum est celui correspondant à la souscription de deux parts sociales.
- Le montant maximum de parts sociales pouvant être détenu par un sociétaire a été fixé à 50 000 euros pour les personnes physiques par le Conseil d'administration en date du 17 juillet 2015.

Le Conseil d'administration prévoit quelques cas de dérogation à ce plafond de détention à savoir (liste limitative) :

- les souscriptions effectuées avant le 31 octobre 2015 ;
- l'attribution de parts sociales dans le cas d'une augmentation par incorporation de réserves ;
- le réinvestissement des intérêts en parts sociales, lorsque l'option pour le paiement de l'intérêt en numéraire ou en parts sociales est proposé par l'assemblée générale
- la souscription de parts sociales liées à la souscription de prêts immobiliers

Il n'y a pas de plafond de souscription pour les personnes morales.

Remboursement

Le sociétaire sortant n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts, sans que ce remboursement puisse excéder la valeur nominale en cours au moment de sa sortie, et sans aucun droit sur les réserves. Il a également droit au paiement de l'intérêt des parts afférents à l'exercice au cours duquel a eu lieu sa sortie, l'intérêt étant calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts. Le taux d'intérêt est fixé par l'assemblée générale qui approuve les comptes de l'exercice.

Le remboursement des parts est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Il intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts ont été agréés par le conseil.

En cas de décès d'un sociétaire ou de dissolution d'une société adhérente, leurs parts sont remboursées dans les mêmes conditions.

La perte de la qualité de sociétaire peut également intervenir en cas de faillite personnelle, de liquidation judiciaire ou lorsque l'exclusion est prononcée par le conseil d'administration lorsqu'un sociétaire porte atteinte d'une façon évidente aux intérêts de la société. Dans les trois mois de sa notification, la décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours suspensif de la part de l'intéressé. L'assemblée générale extraordinaire est alors appelée à statuer sur la décision d'exclusion.

Droits attachés

La détention de parts sociales ouvre droit à participer aux organes délibérants de la banque populaire et donne droit à un intérêt dont le taux est fixé annuellement par l'assemblée générale ordinaire de la banque populaire dans la limite du plafond fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. A titre indicatif, et sans préjuger du futur, le taux d'intérêt versé au cours des trois derniers exercices aux parts sociales s'est élevé hors fiscalité et prélèvements sociaux applicables au cadre d'investissement (cf. paragraphe 5.6. régime fiscal des parts sociales) à :

Exercice 2013 : 2,62%

Exercice 2014 : 1,89%

Exercice 2015 : 1,80%

Les parts sociales ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de liquidation, de dissolution ou de retrait d'agrément de la banque populaire, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation, du remboursement du capital, sera attribué conformément aux articles L. 512-8 et L. 512-9 du code monétaire et financier.

Responsabilité des sociétaires

La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur de ses parts. Toutefois le sociétaire qui cesse de faire partie de la Société, pour quelque cause que ce soit, reste tenu pendant cinq ans dans la mesure de sa responsabilité statutaire envers la société et envers les tiers, de toutes les obligations existants au moment de sa sortie.

Restriction à la libre négociabilité des valeurs

Les parts sociales ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte. En pratique, cette faculté n'est exerçable que pour les parts émises par la Bred banque populaire en raison de la fixité du capital de cette dernière. Les autres Banques Populaires à capital variable ne proposent que le remboursement pur et simple des parts au sociétaire sortant.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la banque populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») dès lors que leur montant (net des ventes), cumulé sur 12 mois de juillet à juin, dépasse 2 % de son dernier montant de Common Equity Tier One publié, et ce depuis le 01/01/2014.

Les parts formant le gage de la banque populaire pour les obligations des sociétaires vis-à-vis d'elle, le conseil d'administration de la banque populaire pourra exiger des sociétaires bénéficiaires de prêts, avances ou crédits, le nantissement de leurs parts selon les modalités légales ou réglementaires. Toute mise en nantissement en dehors de ces conditions est nulle à l'égard de la banque populaire.

Le remboursement des parts souscrites dans le cadre d'un PEA par un sociétaire, est effectué dans les conditions spécifiques prévues par la réglementation applicable au PEA.

Frais

La souscription, la tenue de compte ou le remboursement des parts sociales ne donnent lieu à aucune facturation de frais aux sociétaires.

Régime fiscal des parts sociales

Malgré sa dénomination légale d'intérêt, la rémunération des parts sociales est assimilée sur le plan fiscal aux dividendes d'actions françaises et suivent le même régime fiscal que ces derniers.

▪ Parts souscrites par les personnes morales :

- Pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (IS), les revenus de parts sociales encaissés sont pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable à l'IS dans les conditions de droit commun.

- Pour les organismes sans but lucratif non soumis à l'IS dans les conditions de droit commun, les revenus des parts sociales sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 15% au titre de l'année de leur perception.
- Parts souscrites par les personnes physiques domiciliées fiscalement en France :
 - Les revenus des parts sociales sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception après application de l'abattement de 40%. Ils supportent, sauf demande de dispense expresse formulée par le sociétaire, un prélèvement forfaitaire obligatoire, faisant office d'acompte d'impôt sur le revenu.
 - Ils supportent par ailleurs les prélèvements sociaux en vigueur.
 - Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions (PEA) classique prévu aux articles L.221-30 à L.221-32 du code monétaire et financier. En revanche, elles ne sont pas éligibles au PEA-PME visé aux articles L.221-32-1 à L.221-32-3 du code monétaire et financier.

1.3.3 Conditions auxquelles l'Offre est soumise

Toute personne physique ou morale peut être admise comme sociétaire, participant ou non aux opérations de banque et aux services des banques populaires, à condition d'avoir été agréée par le conseil d'administration et d'avoir été reconnu digne de crédit. En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

Les émissions prévues dans le cadre de ce prospectus sont d'un montant brut maximum estimé de 25 500 000€ (3 000 000 parts émises à 8,50€). Les charges relatives à l'opération seraient au maximum de 5 100€, représentant uniquement les frais légaux et administratifs. L'opération ne donne pas lieu à la rémunération d'intermédiaires financiers.

Les souscriptions sont constatées par un bulletin de souscription.

Le souscripteur devient sociétaire à compter de son agrément par le conseil d'administration.

1.3.4 Facteurs de risque

Pour une description détaillée des facteurs de risques, se reporter au point 5.5. du présent Prospectus.

1.3.4.1 Facteurs de risque liés à la CASDEN Banque Populaire et au groupe BPCE :

Les facteurs de risques liés à la CASDEN Banque Populaire sont disponibles aux pages 57 à 67 du rapport annuel 2015 de la banque incorporé par référence au présent Prospectus et mis en ligne sur le site internet de la banque (www.casden.fr).

Pour une description de ceux liés au groupe BPCE, il convient de se référer au chapitre 3 du document de référence de BPCE incorporé par référence au présent Prospectus.

1.3.4.2 Facteurs de risque liés aux parts sociales :

Conditions de liquidité

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles échappent ainsi aux aléas de la bourse mais leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.**

Les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, ni à celui de garantie des déposants, respectivement prévus aux articles L 322-1 et L 312-4 du Code monétaire et financier.

Droit à remboursement

En cas de démission, le remboursement des parts sociales est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Par exception, ce remboursement ne pourrait intervenir s'il avait pour conséquence de réduire le capital au-dessous :

- des $\frac{3}{4}$ du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la banque populaire sans l'autorisation de l'organe central,
- du capital minimum auquel la banque populaire est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la banque populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») dès lors que leur montant (net des ventes), cumulé sur 12 mois de juillet à juin, dépasse 2 % de son dernier montant de Common Equity Tier One publié, et ce depuis le 01/01/2014.

Le remboursement intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts sociales ont été agréés par le conseil.

Ainsi les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure de céder facilement leurs parts sociales.

Rendement

La détention de parts sociales donne droit à un intérêt dont le taux est fixé annuellement par l'assemblée générale ordinaire de la banque populaire dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (« TMO ») fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (**plafonnement des gains**). Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale.

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales est voté chaque année par l'assemblée générale et intervient dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la rémunération des parts sociales, l'assemblée générale pouvant décider de n'accorder aucun intérêt au titre de l'exercice considéré.**

En cas de souscription ou de remboursement de parts sociales au cours de l'année sociale, l'intérêt des parts du sociétaire est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts.

Absence de droit sur l'actif net

Les parts sociales ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la liste des Banques Populaires, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation ainsi que du remboursement du capital est attribué au fonds de garantie prévu à l'article L 512-12 du Code monétaire et financier. Toutefois l'organe central, BPCE peut lui donner pour tout ou partie une autre affectation conforme aux intérêts des Banques Populaires. **En tout état de cause le sociétaire ne peut donc avoir droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce remboursement ne puisse excéder la valeur nominale en vigueur au moment de sa sortie.**

Risque de perte en capital

Les parts sociales étant représentatives du capital, l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale. **Dans ce cas, l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

Rang de subordination

En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la banque populaire de la liste des affiliés prononcée par BPCE et notifiée à la Banque Centrale Européenne (BCE) en vue de l'examen de l'agrément, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation, ainsi que du remboursement du capital, sera attribué au fonds de garantie mutuelle..

Limitation des droits de vote liée au statut coopératif de la banque

Si la détention de parts sociales donne droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, les investisseurs doivent être conscients que les sociétaires ne disposent chacun que d'une voix, quel que soit le nombre de leurs parts.

La représentation aux assemblées étant possible, le sociétaire porteur d'un mandat écrit dispose alors, outre sa voix personnel, d'une voix par sociétaire qu'il représente sans pouvoir, cependant, excéder dix voix, y compris la sienne.

Fiscalité

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

Changement législatif (y compris dans la réglementation fiscale)

Les modalités et informations relatives aux parts sociales décrites dans le présent Prospectus sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date du présent Prospectus. **Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent Prospectus.**

Risque de défaut de la banque populaire

La banque bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. **Néanmoins l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'Emetteur.**

Les parts sociales, titres de capital et instruments de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par la banque populaire en cas de liquidation ou de résolution de l'établissement. Elles ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, ni à celui de garantie des déposants, respectivement prévus aux articles L 322-1 et L 312-4 du Code monétaire et financier. L'investisseur doit donc avoir conscience que les fonds investis en parts sociales ne seront pas remboursés en cas de défaut de l'Emetteur

1.3.5. Documents accessibles au public

Des exemplaires de ce Prospectus, des documents incorporés par référence et, le cas échéant, de tout supplément à ce Prospectus, sont disponibles sans frais au siège social de la CASDEN Banque Populaire situé à 91, cours des Roches - 77186 NOISIEL.

Le présent Prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la CASDEN Banque Populaire (www.casden.fr).

En outre, conformément à la réglementation applicable, sont consultables au siège social de la CASDEN Banque Populaire les documents suivants :

- les statuts de la banque populaire ;
- les informations financières historiques de la banque populaire pour chacun des trois derniers exercices ;
- les rapports annuels 2014 et 2015 de la banque populaire.

II -Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus

2.1. *Personne responsable des informations contenues dans le prospectus*

Madame Sylvie GARCELON, Directeur Général de la CASDEN Banque Populaire,

2.2. *Attestation du responsable*

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Les informations financières consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, incorporées par référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux. Ce rapport contient une observation figurant à la page 189 du rapport annuel 2015.

Les informations financières relatives aux comptes individuels et aux comptes consolidés sur l'exercice clos le 31 décembre 2014, incorporées par référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux.

Les rapports sur les comptes annuels et consolidés contiennent une observation figurant respectivement à la page 182 et à la page 184 du Rapport annuel 2014.

Date : 1^{er} juin 2016

Sylvie GARCELON
Directeur général



III Contrôleurs légaux des comptes de la «Dénomination»

Commissaires aux Comptes Titulaires		
Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
PRICEWATERHOUSECOOPERS	Mme Agnès HUSSHERR	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
DELOITTE & Associés	Mme Sylvie BOURGUIGNON	185, Avenue Charles de Gaulle, 92524 Neuilly sur Seine Cedex

Commissaires aux Comptes Suppléants		
Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
Cabinet BEAS	Mme BERTHELAUT Mireille	7/9 Villa Houssay 92200 Neuilly sur Seine
Cabinet BORIS	M. BORIS Etienne	63, rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine

IV Caractéristiques de l'émission de parts sociales

4.1. Autorisation

L'assemblée générale extraordinaire de la CASDEN Banque Populaire du 11 juillet 2013 a délégué au conseil d'administration, le pouvoir de procéder en une ou plusieurs fois à l'augmentation du capital, dans la limite de 600 millions d'euros, par émission au nominal de parts sociales nouvelles ou par incorporation de réserves.

Usant des pouvoirs qui lui ont été ainsi conférés, le conseil d'administration de la banque populaire a décidé, dans sa séance du 14 avril 2016, de procéder au cours de la période d'un an à compter de la date du Prospectus à des émissions par placement direct dans le public de, au plus, 3 000 000 parts sociales nouvelles de 8,50€ de valeur nominale, soit un montant maximum brut prévisible d'émission de 25 500 000 euros (« **Plafond d'émission pour l'Offre au public** »). Ces parts sociales seront émises en continu corrélativement aux demandes de souscriptions présentées et agréées par le conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui sont statutairement conférés.

4.2. Cadre Juridique

Peuvent être sociétaires d'une banque populaire, les personnes physiques ou morales ayant effectué avec la banque populaire une des opérations prévues aux articles L 311-1, L 311-2, L 511-1 et L 511-3 du Code monétaire et financier. Par ailleurs conformément aux dispositions de l'article L 512-3 du Code Monétaire et financier, peuvent également participer au capital de la banque, des membres qui, sans participer aux avantages de la banque populaire, n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports, ainsi que les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi du 3 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne.

4.3. Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre

Toute personne physique ou morale, peut être admise comme sociétaire, participant ou non aux opérations de banque et aux services de la banque populaire, à condition d'avoir été agréée par le conseil d'administration et d'avoir été reconnue digne de crédit. En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

4.4. But de l'émission

L'Offre au public de parts sociales émises par la banque populaire s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients et de contribuer au renforcement des fonds propres de la banque.

4.5. Prix et montant de la souscription

Les parts sociales sont émises à leur valeur nominale, soit actuellement 8,50€ par part sociale et doivent être intégralement libérées lors de leur souscription, conformément à l'article 10 des statuts.

Le Conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires :

Le montant minimum est celui correspondant à la souscription de deux parts sociales.

Le montant maximum de parts sociales pouvant être détenu par un sociétaire a été fixé à 50 000 euros pour les personnes physiques par le Conseil d'administration du 17 juillet 2015.

Le Conseil d'administration prévoit quelques cas de dérogation à ce plafond de détention à savoir (liste limitative) :

- les souscriptions effectuées avant le 31 octobre 2015 ;
- l'attribution de parts sociales dans le cas d'une augmentation par incorporation de réserves ;
- le réinvestissement des intérêts en parts sociales, lorsque l'option pour le paiement de l'intérêt en numéraire ou en parts sociales est proposé par l'assemblée générale
- la souscription de parts sociales liées à la souscription de prêts immobiliers

Il n'y a pas de plafond de souscription pour les personnes morales.

4.6. Montant indicatif prévisionnel du produit de l'émission

Les émissions prévues sont d'un montant brut estimé de 25 500 000€ représentant 3 000 000 parts sociales émises à leur valeur nominale, soit actuellement 8,50 € par part sociale sur une durée estimée de 12 mois à compter de la date du présent Prospectus. Les charges relatives à ces émissions seraient alors, au maximum, de 5 100€ représentant uniquement les frais légaux et administratifs, puisqu'il n'y a pas lieu à rémunération d'intermédiaires financiers.

4.7. Période de souscription

La période de souscription s'étend du 1^{er} juin 2016 au 31 mai 2017. Il s'agit d'une durée indicative.

4.8. Droit préférentiel de souscription.

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription.

4.9. Établissement domiciliaire

Les souscriptions peuvent être reçues aux guichets des agences de la CASDEN Banque Populaire.

4.10. Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles

Les parts sociales sont obligatoirement nominatives.

Les souscriptions sont matérialisées par la signature d'un bulletin de souscription comportant notamment le nom, prénom ou dénomination du souscripteur, son adresse, le nombre de parts souscrites, la date et la signature du souscripteur. Ce bulletin est mis à la disposition des personnes intéressées, sous format papier dans toutes les agences de la banque populaire. Un exemplaire du bulletin est remis au souscripteur en format original.

Les parts doivent être intégralement libérées à la souscription.

4.11. Garantie de bonne fin

L'émission ne donne pas lieu juridiquement à garantie de bonne fin délivrée par un prestataire de services d'investissement.

V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises

5.1. Forme

Les parts sociales des banques populaires sont des parts de sociétaires au sens de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de chaque banque populaire.

- Elles sont nominatives et sont inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.
- Elles ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte.
- Le conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires.

Les parts sociales ne sont pas cotées. Leur nominal est fixé au sein des statuts de chaque banque populaire.

5.2. Droits attachés politiques et financiers

La détention de parts sociales donne droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, quel que soit le nombre de parts possédé.

L'Assemblée Générale se compose de tous les sociétaires ; ils ne disposent chacun que d'une voix, quel que soit le nombre de parts qu'ils détiennent ; règle inhérente au statut de coopératif de la Banque. La représentation aux assemblées étant possible, le sociétaire porteur d'un mandat écrit dispose alors, outre sa voix personnel, d'une voix par sociétaire qu'il représente sans pouvoir, cependant, excéder dix voix, y compris la sienne.

Les parts sociales donnent droit à un intérêt qui est fixé annuellement par l'assemblée générale de chaque banque populaire, sans que son montant puisse excéder le taux maximum (Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés privées – « TMO ») mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale.

A titre indicatif, le taux d'intérêt servi aux parts par la banque populaire émettrice au cours des trois derniers exercices est indiqué dans la partie du Prospectus propre à la banque émettrice.

En cas de souscription ou de remboursement de parts sociales au cours de l'année sociale, l'intérêt des parts du sociétaire est calculé proportionnellement au nombre de mois calendaires entiers de possession des parts.

Le paiement des intérêts intervient dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice. Les modalités de mise en paiement sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque sociétaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou son paiement en part sociale.

Les parts forment le gage de la banque populaire pour les obligations des sociétaires vis-à-vis d'elle. A cet effet, le conseil d'administration pourra exiger des sociétaires bénéficiaires de prêts, avances ou crédits, le nantissement de leurs parts selon les modalités légales et réglementaires. Toute mise en nantissement en dehors de ces conditions est nulle à l'égard de la banque populaire.

5.3. Frais

La souscription, la tenue de compte ou le remboursement de parts sociales ne donnent pas lieu à perception de frais par la banque populaire.

5.4. Négociabilité

Les parts sociales ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte. En pratique, cette faculté n'est exerçable que pour les parts émises par la Bred en raison de la fixité du capital de cette dernière. Les autres banques populaires à capital variable ne proposent que le remboursement pur et simple des parts au sociétaire sortant.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la banque populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») dès lors que leur montant (net des ventes), cumulé sur 12 mois de juillet à juin, dépasse 2 % de son dernier montant de Common Equity Tier One publié, et ce depuis le 01/01/2014.

5.4.1. Cession de parts entre sociétaires

Ce paragraphe est sans objet dans la mesure où la banque populaire propose exclusivement le remboursement pur et simple des parts au sociétaire sortant.

5.4.2. Remboursement

Tout sociétaire désirant liquider tout ou partie de ses parts sociales peut en demander le remboursement à la Société. Il remplit à cet effet un bulletin de demande de remboursement dont un exemplaire daté et signé lui est remis.

En cas de démission, le remboursement des parts est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Il intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts ont été agréés par le conseil.

5.4.3. Cas dérogatoire spécifique aux PEA

Par exception, le remboursement des parts souscrites dans le cadre d'un PEA par un sociétaire, est effectué dans les conditions spécifiques prévues par la réglementation applicable au PEA.

5.5. Facteurs de risques

L'Emetteur considère que les facteurs de risques décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à l'investissement dans les parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision d'investissement, l'investisseur potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risque ci-dessous.

5.5.1 Facteurs de risque liés à la CASDEN Banque Populaire et au groupe BPCE :

Les facteurs de risques liés à la CASDEN Banque Populaire sont disponibles aux pages 57 à 67 du Rapport annuel 2015 de la banque incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la banque (www.casden.fr).

Pour une description de ceux liés au groupe BPCE, il convient de se référer au chapitre 3 du document de référence de BPCE incorporé par référence au présent prospectus.

5.5.2 Facteurs de risque liés aux parts sociales :

5.5.2. 1. Conditions de Liquidité

Les parts sociales des Banques Populaires ne sont pas cotées. Elles échappent ainsi aux aléas de la bourse, mais leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande. **Ainsi aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.**

5.5.2.2 Droit à Remboursement

En cas de démission, le remboursement des parts sociales est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration.

Le remboursement intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts ont été agréés par le conseil.

Par exception, ce remboursement ne pourrait intervenir s'il avait pour conséquence de réduire le capital au-dessous :

- des ¾ du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la banque populaire sans l'autorisation de l'organe central,
- du capital minimum auquel la banque populaire est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la banque populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») dès

lors que leur montant (net des ventes), cumulé sur 12 mois de juillet à juin, dépasse 2 % de son dernier montant de Common Equity Tier One publié, et ce depuis le 01/01/2014

Ainsi les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure de céder facilement leurs parts sociales.

5.5.2.3. Rendement

- Le paiement de l'intérêt aux parts sociales est voté chaque année par l'assemblée générale et intervient dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la rémunération des parts sociales, l'assemblée générale pouvant décider de n'accorder aucun intérêt au titre de l'exercice considéré ;**

La rémunération des parts sociales prend la forme d'un intérêt fixé annuellement par l'assemblée dans la limite d'un taux maximum (Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés privées – « TMO ») mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (**plafonnement des gains**). Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale.

- L'intérêt, calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts sociales, est versé dans un délai de neuf mois suivant la clôture de l'exercice.

5.5.2.4. Absence de droit sur l'actif net

Bien que composant le capital social de la banque, les parts ne donnent pas de droit sur l'actif net. En conséquence, le sociétaire démissionnaire, déchu de sa qualité ou exclu, n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce dernier puisse excéder la valeur nominale en cours au moment du remboursement. Il a droit également au paiement de l'intérêt de ses parts afférents à l'exercice au cours duquel a lieu sa sortie.

- La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur de ses parts. Toutefois le sociétaire qui cesse de faire partie de la Société, pour quelque cause que ce soit, reste tenu pendant cinq ans dans la mesure de sa responsabilité statutaire envers la société et envers les tiers, de toutes les obligations existants au moment de sa sortie.
- En cas de liquidation de dissolution ou de radiation de la banque populaire de la liste des affiliés prononcée par la BPCE et notifiée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en vue de l'examen de l'agrément, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation ainsi que du remboursement du capital est attribué au fonds de garantie prévu à l'article L 512-12 du Code monétaire et financier. Toutefois l'organe central, BPCE peut lui donner pour tout ou partie une autre affectation conforme aux intérêts des banques populaires.

En tout état de cause le sociétaire ne peut donc avoir droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce remboursement ne puisse excéder la valeur nominale en vigueur au moment de sa sortie.

5.5.2.5. Risque de perte en capital

Les parts sociales étant représentatives du capital, l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale. **Dans ce cas, l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital**

5.5.2.6. Rang de subordination

En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la liste des banques populaires, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation, du remboursement du capital, sera attribué au fonds de garantie mutuelle.

5.5.2.7 Limitation des droits de vote liée au statut coopératif de la banque

Si la détention de parts sociales donne droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, les investisseurs doivent être conscients que les sociétaires ne disposent chacun que d'une voix, quel que soit le nombre de leurs parts.

La représentation aux assemblées étant possible, le sociétaire porteur d'un mandat écrit dispose alors, outre sa voix personnel, d'une voix par sociétaire qu'il représente sans pouvoir, cependant, excéder dix voix, y compris la sienne.

5.5.2.8. Fiscalité

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

5.5.2.9. Changement législatif (y compris dans la réglementation fiscale)

Les modalités et informations relatives aux parts sociales décrits dans le présent Prospectus sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date du présent Prospectus. **Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent Prospectus.**

5.5.2.10. Risque de défaut de la banque populaire

La banque bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. Néanmoins **l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'Emetteur.**

Les parts sociales, titres de capital et instruments de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par la banque populaire en cas de liquidation ou de résolution de l'établissement. Elles ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, ni à celui de garantie des déposants, respectivement prévus aux articles L 322-1 et L 312-4 du Code monétaire et financier. L'investisseur doit donc avoir conscience que les fonds investis en parts sociales ne seront pas remboursés en cas de défaut de l'Emetteur.

5.6. Régime fiscal des parts sociales

Malgré leur dénomination légale d'intérêts, les revenus des parts sociales sont assimilés d'un point de vue fiscal à des dividendes d'actions françaises et suivent le même régime fiscal que ces derniers.

Les personnes physiques et morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Le régime fiscal décrit ci-après est communiqué en application de la législation en vigueur à la date à laquelle ce document a été rédigé. Il est susceptible d'être modifié ultérieurement par le législateur. Les personnes domiciliées fiscalement hors de France doivent se conformer à la législation en vigueur dans leur Etat de résidence.

5.6.1. Personnes morales

Pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (IS), les revenus de parts sociales encaissés sont pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable à l'IS dans les conditions de droit commun.

Pour les organismes sans but lucratif non soumis à l'IS dans les conditions de droit commun, les revenus des parts sociales sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15%, au titre de l'année de leur perception.

5.6.2. Personnes physiques domiciliées fiscalement en France

Les revenus des parts sociales sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception après application de l'abattement de 40%.

Ils supportent un prélèvement forfaitaire obligatoire, non libératoire de l'impôt sur le revenu, opéré à la source par l'établissement payeur au taux de 21% sur le montant brut des revenus.

Ce prélèvement fait office d'acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt calculé selon le barème progressif. L'excédent éventuel est restitué au contribuable.

Le sociétaire peut cependant demander à être dispensé de ce prélèvement en produisant à l'établissement payeur des revenus, une attestation sur l'honneur mentionnant que le revenu fiscal de référence du foyer fiscal auquel il appartient, déterminé au titre de l'avant-dernière année précédant celle du paiement des revenus est inférieur à un seuil fixé par la loi (au 1^{er} janvier 2016) à :

- 50 000 euros pour un célibataire, veuf ou divorcé,
- 75 000 euros pour un couple marié ou lié par un PACS, soumis à une imposition commune.

Cette attestation doit être produite chaque année, au plus tard, le 30 novembre de l'année qui précède celle du paiement des revenus.

Les revenus des parts sociales supportent également les prélèvements sociaux, au taux global de 15,5% au 1^{er} janvier 2016 opérés à la source par l'établissement payeur, à savoir :

- la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 8,20%, dont 5,1% déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de son versement ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5% ;
- le prélèvement social de 4,5 % et sa contribution additionnelle de solidarité de 0,3% ;
- le prélèvement de solidarité de 2%. »

5.6.3. Personnes physiques domiciliées fiscalement hors de France

Les revenus des parts sociales sont assimilés par le droit fiscal français à des dividendes et suivent par conséquent le régime fiscal y afférent.

Dans ces conditions, les revenus des parts sociales versés à des sociétaires domiciliés hors de France sont soumis à une retenue à la source (article 119 bis-2 du CGI) de droit interne au taux de :

- 21% lorsque le bénéficiaire effectif de ces revenus est domicilié fiscalement dans un Etat de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- 15% lorsque le bénéficiaire effectif est un organisme sans but lucratif ayant son siège dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui seraient imposés dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 s'ils avaient leur siège en France.
- 30% dans les autres cas ;
- 75% pour les revenus payés dans un Etat ou territoire non coopératif.

La clause "dividendes" de la plupart des conventions fiscales internationales conclues par la France avec les Etats de résidence des bénéficiaires, prévoit la réduction du taux de cette retenue à la source et parfois sa suppression.

L'application des dispositions des conventions fiscales internationales est alors obtenue dans le cadre d'une demande de remboursement du différentiel constaté entre le taux de retenue à la source de droit interne et le taux de retenue à la source conventionnel.

La demande de remboursement doit être réalisée *avant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du versement de la retenue à la source.*

Elle doit être adressée au Centre des impôts des non-résidents à l'appui du formulaire général 5000 et du formulaire « dividendes » 5001 visés par l'administration fiscale du pays de résidence du bénéficiaire des revenus.

Le sociétaire est toutefois susceptible de bénéficier immédiatement des avantages conventionnels (taux réduit ou suppression de la retenue) dans le cadre d'une procédure dite « simplifiée » s'il présente une attestation de résidence (formulaire 5000) visée par l'administration fiscale de l'Etat de sa résidence fiscale à l'établissement payeur avant la mise en paiement des revenus.

5.7 Éligibilité au PEA classique

Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions (PEA) classique prévu aux articles L.221-30 à L.221-32 du code monétaire et financier. Pendant la durée du plan, les dividendes, plus-values de cession et autres produits que procurent les placements effectués dans le PEA ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu à condition d'être réinvestis dans le PEA.

Si le titulaire retire ses fonds avant 5 ans, le PEA est clôturé et, le gain net réalisé depuis l'ouverture du plan est imposable à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de :

- 22,5% si le plan a moins de deux ans,
- ou de 19 % si le plan a entre 2 et 5 ans au moment du retrait.

Ces taux sont majorés des prélèvements sociaux en vigueur.

Lorsque le retrait intervient après 5 ans, le gain net est totalement exonéré d'impôt, mais supporte néanmoins les prélèvements sociaux.

Avant huit ans, le retrait entraîne la clôture du PEA.

Les parts sociales ne sont en revanche pas éligibles au PEA-PME visé aux articles L.221-32-1 à L.221-32-3 du code monétaire et financier.

5.8. Cessions de parts de gré à gré

Ce paragraphe est sans objet dans la mesure où la banque populaire ne procède pas à ce type d'opération.

5.9. Remboursement des parts sociales par la banque populaire

Les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale.

Aucun gain n'est donc constaté à l'occasion du rachat des parts sociales.

5.10. Tribunaux compétents en cas de litige

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la banque populaire ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une banque populaire et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, sont soumises à la juridiction du tribunal du domicile du défendeur.

VI - Renseignements généraux relatifs aux entités locales émettrices

6.1. Forme juridique

Les Banques Populaires sont des sociétés anonymes coopératives de banque populaire régies par les articles L.512-2 et suivants du code monétaire et financier, et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du code monétaire et financier, les textes pris pour leur application ainsi que par leurs statuts.

Toute modification des statuts est soumise à l'agrément préalable de la BPCE, organe central des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires.

Les banques populaires sont agréées en qualité de banque mutualiste ou coopérative par la Banque Centrale Européenne (« BCE »), en application des articles L. 511-9 et L. 511-10 du code monétaire et financier.

6.2. Objet social

Les Banques Populaires sont des établissements de crédit et à ce titre réalisent :

- toute opération de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaire ou non. Elles apportent leur concours à leur clientèle de particuliers, participent à la réalisation de toute opération garantie par les Sociétés de Caution Mutuelle, attribuent aux titulaires de comptes ou plans d'épargne logement, tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers et reçoivent des dépôts de toute personne ou société ;
- toute opération connexe visée à l'article L.311-2 du code monétaire et financier. Elles peuvent fournir les services d'investissement prévus aux articles L.321-1 et L.321-2 du code précité ainsi que toute opération de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elles peuvent également effectuer, pour le compte de tiers, toutes transactions immobilières et mobilières dans le cadre de leurs activités d'intermédiaire ou d'entremise, de conseil en gestion de patrimoine et conseil en investissement.
- tout investissement immobilier ou mobilier. Elles peuvent souscrire ou acquérir pour elles-mêmes tout titre de placement, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tout groupement ou association et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

6.3. Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

6.4. Durée de Vie

La durée de la CASDEN Banque Populaire expirera le 8 janvier 2063 sauf cas de dissolution ou de prorogation.

6.5. Caractéristiques du capital social

Le capital des banques populaires est variable. Les parts sociales composant le capital sont toutes nominatives.

Le montant maximum du capital social (ou « **Capital maximum autorisé** ») dans la limite duquel le capital effectif de la Société peut librement varier à la hausse, ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixés, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire. La notion de Capital maximum autorisé s'entend d'un montant « net » de capital atteint compte tenu des souscriptions et des remboursements agréés par le conseil d'administration.

Le capital effectif est la résultante (i) de l'entrée de nouveaux sociétaires agréés au nom de la Société par le conseil d'administration ou de la souscription de nouvelles parts par les sociétaires avec l'agrément du conseil d'administration *moins* (ii) des remboursements de parts sociales agréés par le Conseil d'administration.

Il est rappelé que le montant maximum du capital autorisé de la CASDEN Banque Populaire est de 600 millions d'euros.

Le capital peut être réduit par suite de reprises d'apports sans toutefois qu'il puisse l'être conformément à la loi au-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la banque populaire sans l'autorisation de l'organe central, ni au-dessous du capital minimum auquel la banque populaire est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.

6.6. Organisation et fonctionnement

6.6.1. Assemblées générales

Les décisions collectives des sociétaires sont prises en assemblées générales qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les décisions des assemblées générales obligent tous les sociétaires.

Tout sociétaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de parts qu'il possède.

La limitation des droits de vote instaurée pour les sociétaires en application de l'article L 512-5 du code monétaire et financier ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L. 225-106 du code de commerce.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les sociétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au-moins le cinquième des parts ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance, les abstentions exprimées en assemblée et dans les formulaires de vote par correspondance sont considérées comme des votes contre.

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- délibérer et statuer sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration ;
- arrêter le capital social ;
- approuver, modifier ou rejeter les comptes ;
- déterminer l'affectation ou la répartition des bénéfices sur la proposition du Conseil d'Administration ;
- nommer et révoquer les administrateurs ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le Conseil d'Administration
- nommer les commissaires aux comptes ;
- fixer annuellement la somme globale à verser aux administrateurs au titre des indemnités compensatrices ;
- nommer le réviseur coopératif ;
- prendre acte du rapport établi par le réviseur coopératif ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.
- Ratifier les radiations prononcées par le Conseil pour cause de disparition de l'engagement coopératif.

Elle décide et autorise tous les emprunts par voie d'émissions d'obligations, ou par voie hypothécaire.

L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement lorsque le quart des sociétaires sont présents, représentés ou ont voté par correspondance, sur première convocation. Ce quorum passe au cinquième sur deuxième convocation. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance; les abstentions exprimées en assemblée et dans les formulaires de vote par correspondance sont considérées comme des votes contre.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée, avec l'agrément de l'organe central, à apporter aux statuts toutes modifications utiles. Elle ne peut toutefois changer la nature, le caractère l'objet ni la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des sociétaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

Sous réserve de ce qui précède, elle peut décider et autoriser notamment :

- Le changement de dénomination de la société et l'augmentation du capital social ;
- La fusion de la société avec une autre banque populaire et l'apport à celle-ci de l'ensemble de ses biens, droits et obligations ;
- L'exclusion de sociétaires dans les conditions prévues à l'article 12 ;
- L'incorporation de réserves au capital dans les conditions fixées par les dispositions relatives aux banques populaires.

6.6.2 Conseil d'administration

La CASDEN Banque Populaire est administrée par un Conseil d'Administration élu par l'Assemblée Générale des Sociétaires, dans le respect des règles de parité ainsi que des conditions posées par l'article L511-52 du Code monétaire et financier. Il est composé de dix membres au moins et de dix-huit au plus. Les administrateurs sont élus pour six ans et rééligibles par tiers, tous les deux ans.

Le Conseil élu à la suite d'une démission collective des administrateurs procède par voie de tirage au sort pour désigner ceux de ses membres qui sont soumis à la réélection.

Pour être et rester membre du Conseil d'Administration, il faut justifier de la qualité de Sociétaire.

Nul ne pourra être nommé pour la première fois s'il a atteint l'âge de 65 ans.

Lorsqu'un administrateur atteint l'âge de 70 ans, il sera réputé démissionnaire lors du plus prochain renouvellement biennal.

En cas de décès, démission ou empêchement durable d'un de ses membres, le Conseil d'Administration peut coopter un nouveau membre dont la désignation devra être soumise à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale.

L'Administrateur ainsi coopté achève le temps de celui qu'il remplace. Si la cooptation faite par le Conseil d'Administration n'était pas ratifiée par l'Assemblée Générale, les délibérations prises et les actes ainsi accomplis par lui n'en seraient pas moins valables.

Pour être ou rester membre du conseil d'administration, il faut avoir un crédit incontesté.

Trois censeurs au plus peuvent être nommés par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale. Les censeurs sont obligatoirement choisis parmi les sociétaires. Ils sont nommés pour une durée au plus de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions. Les censeurs sont rééligibles. Les censeurs participent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées de sociétaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- Il admet ou refuse les Sociétaires, accepte les démissions ou les remboursements de parts sous réserve des limites de réduction du capital fixées à l'article 8, prononce les exclusions dans les conditions précisées à l'Article 12. Il détermine les critères objectifs de disparition de l'engagement coopératif et prononce la radiation.
- Il arrête un règlement intérieur qui précise les règles de son fonctionnement, ainsi que celles des comités qu'il crée en son sein. Il y apporte toute modification.
- Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même, ou son Président, soumet, pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. La création, les règles de fonctionnement et, le cas échéant, la rémunération de ces comités sont décidées par le Conseil à la majorité simple des voix des membres présents.
- Il définit les orientations et les objectifs généraux de la société et notamment les orientations générales de sa politique des crédits.
- Il autorise les engagements qui, par leur montant, excèdent les limites de délégation interne conférées au directeur général.
- Il soumet, pour notation, à l'avis du Comité compétent institué au niveau du Groupe par BPCE, les ouvertures de crédit qu'il se propose de consentir lorsque ces ouvertures, par leur importance ou par leur durée, dépassent les limites déterminées par BPCE.
- Sont soumises également, pour notation, à l'avis dudit comité, les autorisations de crédit de quelque nature qu'elles soient (y compris les engagements par caution ou aval), concernant soit un membre du Conseil d'Administration et un mandataire social de la CASDEN Banque Populaire ou d'une autre Banque Populaire ou filiale du Groupe, soit d'une entreprise dans laquelle figurerait une des personnalités ci-dessus mentionnées à titre d'administrateur, d'associé en nom, de gérant ou de directeur.
- Le Conseil d'Administration peut acquérir et aliéner tous immeubles, décider tout investissement immobilier et toute prise ou cession de participation dans toute société ou entreprise dans le respect des prescriptions de caractère général de BPCE auxquelles fait référence l'article 1er des présents statuts.
- Il convoque les Assemblées Générales.
- Il arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale des Sociétaires et établit un rapport sur la gestion de la Société.
- Il propose la fixation, dans la limite du maximum légal, de l'intérêt annuel à servir au capital social et les prélèvements à faire sur les bénéfices, pour la création ou l'entretien de tous fonds de réserve, même non prévus par les présents statuts.
- Il soumet à l'Assemblée Générale Extraordinaire des propositions d'augmentation du capital social, de modifications aux statuts, de prolongation ou, le cas échéant, de dissolution anticipée de la Société ou de fusion avec une autre Banque Populaire.
- Il fixe la rémunération allouée aux Commissaires aux Comptes.
- Le Conseil d'Administration arrête le programme annuel de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut également demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Délégué BPCE, désigné auprès de la banque populaire par le directoire de BPCE, assiste sans droit de vote à toutes les réunions du conseil d'administration et aux assemblées générales de la banque.

Le Délégué BPCE est chargé de veiller au respect par la banque populaire des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des règles et orientations définies par BPCE, dans le cadre de ses attributions.

Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonction est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante, sauf pour l'élection du président.

Tout membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer au cours d'une même séance, que d'un seul pouvoir.

En application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947, les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites et n'ouvrent droit, sur justification, qu'à remboursement de frais ainsi qu'au paiement d'indemnités

compensatrices du temps consacré à l'administration de la coopérative. L'assemblée générale détermine chaque année une somme globale au titre de ces indemnités.

6.7. Contrôleurs légaux des comptes

Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilité.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

6.8. Entrée et Sortie du sociétariat

6.8.1. Entrée

Peuvent devenir sociétaires de la CASDEN Banque Populaire :

a) les Personnes Physiques, quel que soit leur statut, travaillant pour un organisme détenu intégralement par des acteurs de droit public notamment :

- les personnels des fonctions publiques d'état, territoriale et hospitalière,

- les personnels des établissements publics sous tutelle d'un ministère,

- les personnels des entreprises publiques détenues intégralement par des actionnaires publics,

b) les personnels enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat,

c) les conjoints, concubins ou pacsés des catégories a et b ci-dessus,

d) les retraités des catégories a et b ci-dessus,

e) les associations, groupements et généralement toutes personnes morales, légalement constituées, dont l'activité est au service de l'Enseignement Public, de la Recherche et de la Culture ou de ses membres, ainsi que les personnes employées par ces organismes,

f) les associations, groupements et généralement toutes personnes morales, légalement constituées, dont l'activité est au service des personnels des catégories a et b ci-dessus, ainsi que les personnes employées par ces organismes,

g) les sociétés du réseau Banques Populaires, BPCE,

h) les personnes ayant rendu des services signalés à la Société,

i) les personnes appartenant à des catégories agréées par le Conseil d'Administration, après accord de BPCE.

Sont Sociétaires les personnes remplissant, au moment de leur adhésion, les conditions prévues au paragraphe précédent et qui ont en outre :

- été agréées par le Conseil d'Administration,

- souscrit le nombre minimum de parts sociales fixé par le Conseil d'Administration,

- accepté toutes les obligations imposées aux Sociétaires par les présents statuts,

En cas de refus d'admission, le Conseil d'Administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

6.8.2. Sortie

La qualité de sociétaire se perd :

1° par la sortie, comme suite à la démission volontaire donnée par tout moyen au Conseil d'Administration sous réserve toutefois de son agrément discrétionnaire par le Conseil.

2° Par le décès, et pour les personnes morales, par leur dissolution.

3° Par la déconfiture, la faillite personnelle ou la liquidation judiciaire.

4° Par la constatation du Conseil d'administration de la perte des qualités requises ou de la disparition de l'engagement coopératif du sociétaire, tel que défini par le Conseil d'administration.

5° Par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration contre le sociétaire qui ne remplit pas ses engagements statutaires ou qui porte atteinte d'une façon évidente aux intérêts de la Société. Dans les trois mois de sa notification, la décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours suspensif de la part de l'intéressé. Dans ce cas, l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires est appelée à statuer sur la décision d'exclusion à la majorité des deux tiers des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

La perte de la qualité de Sociétaire prend immédiatement effet à dater de l'un des faits visés ci-dessus aux alinéas 1, 2, 3, 4.

6.9. Droits et Responsabilité des sociétaires

6.9.1. Droits

Détenteurs des parts sociales composant le capital des banques populaires, les sociétaires sont seuls admis à participer à la vie sociale de ces dernières. Ils sont réunis annuellement en assemblée générale pour approuver les comptes, répartir le résultat et élire les administrateurs. C'est donc par sa participation aux assemblées générales et par le mandat qu'il donne au conseil d'administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Banque.

Il peut être servi un intérêt aux parts sociales dont le niveau est déterminé annuellement par l'assemblée dans la limite du taux maximum (Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés privées – « TMO ») mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale.

6.9.2. Obligations

La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur de ses parts.

Le sociétaire qui cesse de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit pour toute autre cause, reste tenu pendant cinq ans dans la mesure de sa responsabilité statutaire envers la société et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa sortie.

VII - Renseignements généraux relatifs à la banque populaire

7.1 Rapports annuels 2015

Le Rapport annuel 2015 de la CASDEN Banque Populaire comprend respectivement le rapport de gestion 2015, les comptes au 31 décembre 2015, les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes au 31 décembre 2015, ainsi que sur les conventions réglementées. Ils sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et mis à disposition sur le site internet de la CASDEN Banque Populaire (www.casden.fr) et disponible à son siège social.

7.2 Rapports annuels 2014

Le Rapport annuel 2014 de la CASDEN Banque Populaire comprend respectivement le rapport de gestion 2014, les comptes au 31 décembre 2014, les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes au 31 décembre 2014, ainsi que sur les conventions réglementées. Ils sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et mis à disposition sur le site internet de la CASDEN Banque Populaire (www.casden.fr) et disponible à son siège social.

7.3 Principales informations financières (chiffres clés)

7.3.1. Bilan et Compte de résultat (en milliers d'euros)

(Normes IFRS - Issus du Rapport annuel 2015 de la banque populaire incorporé par référence dans le présent Prospectus)

BILAN CONSOLIDE IFRS PUBLIABLE CASDEN (Montants en K€)			
ACTIF	2015	2014	Variation
Caisse, banques centrales	18 759	18 499	1%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	187 496	212 535	-12%
Instruments dérivés de couverture	5 457	8 264	-34%
Actifs financiers disponibles à la vente	1 419 084	1 494 889	-5%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 683 182	1 147 981	47%
Prêts et créances sur la clientèle	8 371 853	8 840 123	-5%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0%
Actifs d'impôts courants	23 857	9 492	151%
Actifs d'impôts différés	50 683	62 858	-19%
Comptes de régularisation et actifs divers	147 850	150 319	-2%
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0%
Participation aux bénéfices différée	0	0	0%
Participations dans les entreprises mises en équivalence	59 852	56 618	6%
Immeubles de placement	0	19	-100%
Immobilisations corporelles	33 554	23 796	41%
Immobilisations incorporelles	1 985	3 039	-35%
Ecarts d'acquisition	0	0	0%
TOTAL ACTIF	12 003 612	12 028 432	0%
PASSIF	2015	2014	Variation
Banques centrales	0	0	0%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	187 009	210 986	-11%
Instruments dérivés de couverture	36 123	32 442	11%
Dettes envers les établissements de crédit	3 376 573	3 830 499	-12%
Dettes envers la clientèle	5 281 968	4 985 256	6%
Dettes représentées par un titre	30 001	30 003	0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0%
Passifs d'impôts courants	3 823	3 242	18%
Passifs d'impôts différés	53 894	50 020	8%
Comptes de régularisation et passifs divers	109 676	127 663	-14%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0%
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0	0%
Provisions	29 270	35 018	-16%
Dettes subordonnées	1 172 104	1 100 373	7%
Capitaux propres	1 723 170	1 622 930	6%
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	<i>1 688 116</i>	<i>1 587 911</i>	<i>6%</i>
Capital et primes liées	290 857	282 802	3%
Réserves consolidées	1 181 629	1 090 047	8%
Gains et pertes comptabilisés directement en Cap. Prop.	122 096	118 682	3%
Résultat de la période	93 534	96 380	-3%
Intérêts minoritaires	35 054	35 019	0%
TOTAL PASSIF	12 003 612	12 028 432	0%

Fonds propres « Common Equity Tier One »⁽¹⁾			
Fin mars 2015	Fin juin 2015	Fin septembre 2015	Fin décembre 2015
1 017 493	1 054 309	1 073 287	1 110 978

(1) En tenant compte des dispositions transitoires liées à la simplification de la structure des fonds propres réglementaires par la CRD IV

COMPTE DE RESULTAT IFRS CONSOLIDE PUBLIABLE CASDEN			
Montants en K€	2015	2014	Variation
Intérêts et produits assimilés	314 745	369 206	● -15%
Intérêts et charges assimilées	-170 061	-182 410	● -7%
Commissions (produits)	57 863	34 684	● 67%
Commissions (charges)	-11 944	-7 287	● 64%
Gains ou pertes nets s/ instrum. financiers à la jv par résultat	2 988	16 915	● -82%
Gains ou pertes nets s/ actifs financiers disponibles à la vente	36 363	24 457	● 49%
Produits des autres activités	1 009	583	● 73%
Charges des autres activités	-775	-13 969	● -94%
PRODUIT NET BANCAIRE	230 188	242 179	● -5%
Charges générales d'exploitation	-95 143	-88 025	● 8%
DAP sur immobilisations corporelles et incorporelles	-3 961	-7 276	● -46%
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	131 084	146 878	● -11%
Coût du risque	2 022	-1 524	● NS
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	133 106	145 354	● -8%
Quote-part du résultat net des entrep. mises en équivalence	4 258	2 121	● 101%
Gains ou pertes sur autres actifs	264	732	● -64%
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cess*	0	0	● 0%
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	0	● 0%
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	137 628	148 207	● -7%
Impôts sur le résultat	-44 015	-50 833	● -13%
RÉSULTAT NET	93 613	97 374	● -4%
Intérêts minoritaires	-79	-994	● -92%
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	93 534	96 380	● -3%

7.3.2. Intérêts servis aux parts sur les trois derniers exercices

À titre indicatif et sans préjuger du futur, le taux d'intérêt versé au cours des trois derniers exercices aux parts sociales s'est élevé, hors fiscalité et prélèvements sociaux applicables au cadre d'investissement (cf. paragraphe 5.6. régime fiscal des parts sociales) à :

Exercice 2013 : 2,62%
Exercice 2014 : 1,89%
Exercice 2015 : 1,80%

7.4. Composition des organes d'administration et de direction au 31 mai 2016

La CASDEN Banque Populaire est dirigée par un conseil d'administration dont la présidence est assurée par Mr Pierre DESVERGNES dont le mandat arrive à expiration lors du premier conseil d'administration à tenir suite à de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2016 et par un Directeur Général en la personne de Mme Sylvie GARCELON dont le mandat vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2020 pour statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2019.

Le conseil d'administration CASDEN Banque Populaire est composé de la manière suivante depuis le 31 mai 2016 :

Prénom – Nom	Fonction Principale exercée dans la société	Échéance du mandat lors de l'AG	Statuant sur les comptes de l'exercice clos-le
Pierre DESVERGNES	Président du Conseil d'Administration	2021*	31 décembre 2020
Claude JECHOUX	Vice-Président du Conseil d'Administration	2019	31 décembre 2018
Jean Baptiste LE CORRE	Vice-Président du	2019	31 décembre 2018

	Conseil d'Administration		
Serge BRUZI	Administrateur	2019	31 décembre 2018
Sylvie DRAZEK	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Carole GELLY	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Fabrice HENRY	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Françoise LHUISSIER	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Edgard MATHIAS	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Philippe MICLOT	Administrateur	2017	31 décembre 2016
Thierry MONMINOUX	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Bernard PRIGENT	Administrateur	2021	31 décembre 2020
Paul PRIGENT	Secrétaire du Conseil	2017	31 décembre 2016
Pascale RENAUDIN	Administrateur	2019	31 décembre 2018
Ariane TOLETTI	Administrateur	2019	31 décembre 2018

* Il s'agit de l'échéance du mandat d'administrateur, distincte de celle du mandat de Président du conseil d'administration mentionnée au paragraphe précédent.

7.5 Procédures de contrôle interne

La CASDEN Banque Populaire, comme tout établissement de crédit, dispose d'un système de contrôle interne lui permettant de maîtriser les risques liés à son activité : risques de crédit et de marché, risques de taux et de liquidité, risques d'intermédiation et opérationnels. En outre, il existe une filière risques au sein du groupe BPCE, dont fait partie la banque populaire.

Ces renseignements sont disponibles aux pages 53 à 55 du rapport annuel 2015 de la banque populaire incorporé par référence au présent Prospectus et mis en ligne sur le site internet de la banque populaire (www.casden.fr).

7.6 Conflits d'intérêt

A la date du présent Prospectus, il n'existe aucun conflit d'intérêt au niveau des membres du conseil d'administration et de la direction de la banque populaire.

7.7 Facteurs de risques

Voir paragraphe 5.5 du présent Prospectus.

7.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage significatives en cours

A la date du présent Prospectus, il n'existe, pour la période couvrant au moins les douze derniers mois, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la banque populaire a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la banque populaire ou du Groupe.

7.9 Documents accessibles au public

Des exemplaires de ce Prospectus, des documents incorporés par référence, et le cas échéant de tout supplément à ce Prospectus, sont disponibles sans frais au siège social de la CASDEN Banque Populaire 91, cours des Roches - 77186 NOISIEL et sur le site internet de la CASDEN Banque Populaire (www.casden.fr).

Le présent Prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org)

En outre, conformément à la réglementation applicable, sont consultables au siège social de la CASDEN Banque Populaire les documents suivants :

- les statuts de la banque populaire,
- les informations financières historiques de la CASDEN Banque Populaire pour chacun des trois derniers exercices,
- les rapports annuels 2014 et 2015 de la banque populaire,
- le document de référence BPCE.

VIII - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA

Le document de référence de BPCE déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mars 2016 sous le numéro D. 16-0134 D. 16-0134 ainsi que son actualisation déposée le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0134-A01 sont incorporés par référence. Il est publié sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de BPCE (www.bpce.fr) et disponibles sans frais à son siège social.

Organigramme simplifié du Groupe BPCE au 31 décembre 2015

ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2015

